

LES RACINES HISTORIQUES DE LA GUERRE CIVILE LIBANAISE

Une psychanalyse du communautarisme libanais

Par François Boustani

Une question s'impose d'emblée : pourquoi une grande partie des Libanais a-t-elle choisi de livrer le Liban à Arafat, alors même que le pays vivait son âge d'or et était considéré comme la perle du monde arabe ?

Mgr Boulos Naaman, ancien supérieur général de l'Ordre des moines maronites durant la guerre civile, offre une clé de réponse : le Mouvement national libanais était, selon lui, animé par des rancœurs séculaires et des comptes à régler. Certains remontaient à la création du Grand Liban en 1920 ; d'autres étaient plus anciens encore, puisant leur origine dans le conflit entre Bachir Chéhab II et Bachir Joumblatt — rivalité que Kamal Joumblatt lui-même avait évoquée sans détour : « Nous allons effacer le complot du grand Chéhab, qui a exilé Bachir Joumblatt et donné le pouvoir aux maronites au détriment des druzes dans le Mont-Liban. »

Un État né sous tension

Selon le père Naaman, les racines de la guerre civile libanaise plongent dans la proclamation de l'État du Grand Liban par le général Henri Gouraud, le 1er septembre 1920. Dès sa création, le Liban portait en lui les germes de futurs conflits : une partie de sa population, majoritairement musulmane, refusait ce nouvel État. La photographie souvenir de la cérémonie, prise devant la résidence des Pins, a souvent été décrite comme celle d'un mariage forcé entre le montagnard maronite et le citadin sunnite, célébré sous le regard bienveillant de la France.

Le général Gouraud avait bâti ce pays à partir de trois subdivisions administratives héritées de l'ère ottomane : la vallée de la Békaa, rattachée au vilayet de Syrie, la Mutassarifya et une partie du vilayet de Beyrouth. Il s'appuyait sur un projet français de 1861 visant à créer un État chrétien autour du Mont-Liban — projet qui n'avait pas abouti à l'époque, en raison de l'opposition des Ottomans et des Britanniques, mais dont la carte était demeurée dans les archives du patriarcat maronite.

Ce territoire autonome du Mont-Liban, la Mutassarifya — 4 400 km² —, comptait 80 % de chrétiens, essentiellement maronites, une communauté druze et de petites minorités chiite et sunnite. Son autonomie avait été arrachée au sultan ottoman par Napoléon III, à la suite des massacres de chrétiens par des druzes en 1860.

Enclavée, dépourvue de plaines et de débouchés maritimes, la Mutassarifya se trouvait dans une situation de grande fragilité économique.

Elle fut en outre frappée par une émigration massive et une terrible famine qui, durant la Première Guerre mondiale, emporta près d'un tiers de sa population. C'est ce double traumatisme qui poussa l'Église maronite à vouloir élargir ses frontières : elle entendait annexer les plaines de la Békaa et du Akkar, ainsi que les ports de Beyrouth, Tripoli et Sidon — quitte à intégrer des populations musulmanes et à perdre, ce faisant, la majorité démographique. Tel fut l'origine du projet du Grand Liban

Deux projets en compétition pour le Liban

Durant la Première Guerre mondiale, ce projet maronite se heurta à l'ambition de Fayçal, fils du Chérif de La Mecque, qui nourrissait le rêve d'une Grande Syrie englobant le Liban. L'affrontement entre ces deux visions se joua à la Conférence de la paix de Paris. La Mutassarifiya y dépêcha d'abord une délégation conduite par Daoud Ammoun, qui réclamait un Grand Liban dont la frontière sud serait fixée au fleuve Litani. Quelques mois plus tard, le patriarche Hoyek soumit un projet aux frontières proches de celles du Liban actuel, à l'exception du lac de Homs — aujourd'hui en territoire syrien — et de la vallée de Houla — aujourd'hui en territoire israélien.

Le point de divergence entre les territoires réclamés par les deux délégations portait sur le Jabal Amel, la région du Liban-Sud. Certains évêques maronites répugnaient à intégrer ce territoire à majorité chiite — quelque 80 000 âmes — d'autant qu'il n'offrait ni plaines ni débouchés maritimes. Ce furent finalement les décideurs français qui tranchèrent : estimant le Jabal Amel trop fragile pour subsister seul face aux ambitions sionistes déjà manifestes en Palestine, ils optèrent pour son rattachement au Grand Liban. Le patriarche Hoyek se laissa convaincre.

Les Britanniques avaient, à plusieurs reprises, réclamé le sud du Litani en vue de l'annexer à la Palestine sous mandat ; la France s'y refusa, mais leur concéda la vallée de Houla. Ce faisant, elle préserva les chiites du Liban-Sud d'un destin semblable à celui des réfugiés palestiniens.

Soucieux d'obtenir le ralliement d'une personnalité arabe sunnite afin de faire accepter le mandat français aux Syriens, Clemenceau signa en janvier 1920 un accord provisoire avec Fayçal. Celui-ci reconnaissait en principe l'idée d'un Liban indépendant, sans toutefois en préciser les frontières. Selon les confidences de Fayçal lui-même, le Liban envisagé dans cet accord se trouvait amputé de Beyrouth, de Tripoli et de l'est de la Békaa. Mais à son retour à Damas, Fayçal prit la mesure de l'hostilité des nationalistes syriens à tout mandat français. N'osant regagner Paris pour signer l'accord définitif, il se laissa déborder par le mouvement nationaliste, qui proclama, le 7 mars 1920, le Royaume arabe de Syrie — une monarchie constitutionnelle placée sous sa couronne, qui englobait le Liban.

Ce royaume fut rejeté par les Français et les Britanniques, réunis en avril 1920 à San Remo pour se partager la région en zones de mandat. Pour imposer leur autorité sur l'ensemble Syrie-Liban, le général Gouraud, depuis Beyrouth, lança un ultimatum à Fayçal, retranché à Damas. Devant son refus, l'armée française envahit la Syrie et écrasa les troupes chérifiennes à la bataille de Maysaloun, le 24 juillet 1920. Cet acte militaire, matrice de la naissance du Grand Liban, raviva dans l'imaginaire arabe le traumatisme des Croisades : des Francs venaient d'éliminer un royaume arabe musulman.

Après sa victoire à Maysaloun, Gouraud procéda à la division de la zone de mandat en quatre entités : le Grand Liban, les gouvernements de Damas et d'Alep, et le territoire des Alaouites. Le Grand Liban deviendra la République libanaise en 1926 ; les autres territoires formeront la Syrie en 1925. Le Grand Liban est ainsi né avant la Syrie — il n'en a pas été détaché ; tous deux sont issus du vide laissé par l'effondrement de l'Empire ottoman.

La naissance d'une nation incertaine

En ce mercredi 1er septembre 1920, à dix-sept heures, sur le perron de la résidence des Pins, le général Gouraud proclama le Grand Liban. À sa droite se tenait le patriarche maronite Élias Hoyek ; à sa gauche, le mufti sunnite de Beyrouth, Mustapha Naja.

Une nation venait de naître. Mais suffit-il qu'un général trace des frontières pour faire surgir une nation ? Ernest Renan, dans sa célèbre conférence prononcée à la Sorbonne en 1882, rappelait qu'un élément fondateur de toute nation est le vouloir-vivre ensemble. Or ce désir, en 1920, était loin d'être unanimement partagé.

Dans les milieux catholiques, c'était l'euphorie. Mais des voix dissidentes s'élevaient déjà, inquiètes de voir les chrétiens devenir minoritaires. Après le recensement de 1932, qui révéla qu'ils n'étaient que légèrement majoritaires, Émile Eddé demanda au Quai d'Orsay de détacher Tripoli et le Sud-Litani, afin de redonner aux chrétiens une majorité confortable.

Les druzes, habitués à côtoyer les maronites dans la montagne et à l'étroit dans la Mutassarifiya, accueillirent favorablement le Grand Liban. Les grec-orthodoxes, en revanche, vivaient mêlés aux sunnites dans les grandes villes du Levant — Alep, Homs, Hama, Damas, Tripoli, Beyrouth, Sidon. Les nouvelles frontières coupaient leur communauté en deux. Leur patriarche, acquis à la cause de Fayçal, fut surnommé « le patriarche des Arabes ».

Parmi les chiites, la situation était contrastée. Ceux du Hermel et de Chmstar, intégrés dès sa création à la Moutassarifiya, partageaient une longue tradition de vivre-ensemble avec les maronites et les druzes — donnant naissance à des figures profondément attachées au Liban, telles que Sabri Hamadé et Hussein Hussein. Les chiites du Jabal Amel, en revanche, tournaient leurs regards vers la Palestine : Safad était leur principal centre commercial. Réunis en avril 1920 à Wadi el Houjair, ils optèrent pour une autonomie au sein d'une fédération syrienne placée sous l'autorité de Fayçal. Certains notables, comme Kamel Assaad et Youssef Zein, perçurent néanmoins l'intérêt que présentait le Grand Liban, lequel permettrait à l'ensemble des chiites de la région de se retrouver au sein d'un même État. La puissance mandataire leur accordait par ailleurs des tribunaux jaâfarites, alors qu'ils relevaient, à l'époque ottomane, de la juridiction hanafite sunnite.

Les sunnites, pour leur part, étaient majoritairement acquis à la cause de Fayçal. Les frontières du Grand Liban coupaient leurs familles en deux, séparaient Beyrouth de son arrière-pays damascène et isolaient Tripoli des villes de Homs et de Hama dont elle constituait le débouché maritime. En 1921, de grandes familles sunnites adressèrent au président de la République française une lettre de refus des cartes d'identité libanaises, rejetant ce qu'elles qualifiaient d'« annexion du vilayet de Beyrouth au Sandjak du Mont-Liban ».

Cette opposition dura jusqu'en 1936, quand le Front populaire, désireux de se désengager du Levant tout en préservant ses intérêts, chercha à convaincre les sunnites libanais d'accepter les frontières du Liban comme définitives. Réunis chez Abou Ali Salam lors de la « Conférence de la côte », les notables sunnites réclamèrent le retour des territoires annexés à la mère patrie, la Syrie. Une voix discordante s'éleva cependant : celle de Kazem el Solh, qui invita ses coreligionnaires à préserver le Liban pour ne pas pousser les maronites dans les bras de la France. Son plaidoyer pour le vivre-ensemble, مسألة الاتصال والانفصال في لبنان, demeure un modèle d'altérité qui mériterait d'être enseigné aux jeunes Libanais.

Le Pacte national et ses limites

Au début des années 1940, la grande bourgeoisie sunnite de Beyrouth et les élites chrétiennes se rapprochèrent, aboutissant au Pacte national scellé entre le maronite Béchara el-Khoury et le sunnite Riad el-Solh. Les chrétiens renonceraient à la protection française ; les musulmans, à l'union avec le monde arabe. Ensemble, ils fonderaient une nation commune. Georges Naccache formula alors une réserve lucide dans un article resté célèbre : « Deux négations ne font pas une nation. » Car malgré le rapprochement des élites, le peuple continuait à se tourner le dos : c'était, selon l'expression qui circulait alors, deux rêves dans un même lit.

La première fissure sérieuse apparut en 1958, avec la montée en puissance de Nasser et la création de la République arabe unie : beaucoup de musulmans souhaitaient que le Liban l'intégrât, la plupart des chrétiens s'y opposaient. Ce désaccord déboucha sur une mini-guerre civile. Le débarquement de quelque 14 000 Marines en juillet 1958 mit fin à la crise. Le général Fouad Chéhab, chef de l'armée qui avait su traverser la tourmente avec sagesse et sang-froid, fut élu président de la

République. Comprenant que la clé résidait au Caire, il inaugura son mandat en rencontrant Nasser dans une baraque construite pour l'occasion à Masnaa, à cheval sur la frontière syro-libanaise.

Une certaine neutralité du Liban fut alors garantie par de Gaulle et Nasser jusqu'en 1967. Le pays ne participa pas à la guerre des Six-Jours, mais en subit les contrecoups.

La bascule palestinienne

Après la défaite de 1967, face à l'humiliation des armées arabes et à l'affaiblissement de Nasser, les Palestiniens décidèrent de prendre leur destin en main. Pour attaquer Israël, quatre États arabes s'offraient à eux : l'Égypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie. Les deux premiers, tenus par des régimes autoritaires, étaient hors d'atteinte. Il restait le Liban et la Jordanie. Les fedayin commencèrent par lancer des roquettes depuis le Liban-Sud, déclenchant une confrontation avec l'armée libanaise qui poussa le Premier ministre Rachid Karamé à démissionner en signe de solidarité avec les Palestiniens. La crise ne se résolut qu'avec la signature des Accords du Caire, par lesquels le Liban céda une partie de sa souveraineté aux fedayin, s'engageant ainsi dans la spirale du conflit proche-oriental.

Arafat visait en réalité la Jordanie, où la majorité de la population était palestinienne. Mais c'était sans compter sur la pugnacité du roi Hussein, qui l'en chassa avec ses hommes. Aguerris, structurés et généreusement financés par les pays du Golfe — qui croyaient ainsi acheter leur tranquillité —, les hommes d'Arafat débarquèrent au Liban avec la conviction que révolution et armée régulière ne pouvaient coexister. Dès leur arrivée, ils s'employèrent à délégitimer l'armée libanaise, la présentant comme la force armée des seuls chrétiens.

Beyrouth, une poudrière prête à exploser

Beyrouth semblait alors vivre un âge d'or, combinant avec bonheur le charme de l'Orient et la modernité occidentale. Mais derrière la façade rutilante de cette métropole orientale, le pays était une poudrière. Beaucoup de musulmans vibraient au rythme de l'OLP et du nationalisme arabe, reprochant aux maronites de monopoliser l'État et revendiquant le partage du pouvoir — la moucharaka. Les chrétiens, eux, accusaient les musulmans de placer leur solidarité arabe au-dessus de leur appartenance libanaise.

Pour comprendre la position des notables sunnites, il faut se rappeler que la plupart des figures politiques de l'époque étaient nées avant la création du Grand Liban — Saëb Salam en 1905, Abdallah el-Yafi en 1901. Façonnés par le vilayet de Beyrouth ottoman, ils percevaient le Palestinien de Galilée et le Syrien de Lattaquié comme des membres d'une même entité administrative. Leur jeunesse avait été marquée par l'hostilité de leur famille au Grand Liban.

Le leader libanais le plus engagé aux côtés d'Arafat fut sans conteste Kamal Joumblatt. Il nourrissait un ressentiment profond envers les maronites, qu'il tenait pour responsables de la marginalisation des druzes dans le Pacte national. Il était hanté par l'idée d'une revanche pour des événements vieux de cent quarante ans — obsession qu'il confia sans détour à Hafez el-Assad lors de leur dernière rencontre, le 27 mars 1976. Au cœur de ce ressentiment : dans les années 1830-1840, le pouvoir avait basculé des druzes aux maronites dans le Mont-Liban. L'Égyptien Ibrahim Pacha, allié à Béchir Chéhab, avait distribué des armes aux chrétiens et contraint les féodaux druzes à l'exil. Un autre épisode avait laissé des traces indélébiles : l'assassinat de Bachir Joumblatt par Béchir Chéhab en 1825. En 1983, lorsque des combattants druzes s'emparèrent du palais de Beit el-Din, Walid Joumblatt se félicita publiquement d'avoir pris la revanche de son ancêtre.

Un conflit communautaire, non une lutte des classes

Il existait certes une gauche libanaise engagée aux côtés des Palestiniens — autour du Parti communiste de Georges Hawi et de l'Organisation d'action communiste de Mohsen Ibrahim. Mais cette gauche demeurait marginale. Le conflit n'était pas une lutte des classes, mais une confrontation communautaire : les classes populaires chrétiennes affrontaient les classes populaires musulmanes. Le cas des chiites mérite cependant une mention à part : leurs revendications, sociales en apparence, étaient portées par des ressorts communautaires profonds.

Contrairement aux sunnites, les chiites étaient peu engagés aux côtés des Palestiniens, dont ils subissaient directement les contrecoups au Liban-Sud. Ils portaient leurs propres aspirations à travers le Mouvement des déshérités, fondé en 1974 par Moussa el-Sadr.

La communauté chiite accusait un retard socio-culturel et économique par rapport aux autres communautés — non par discrimination, mais pour des raisons historiques. À la création du Grand Liban, Gouraud avait agrégé des périphéries sous-développées, à majorité chiite, à un centre très avancé : Beyrouth et ses montagnes. Persécutés sous l'Empire ottoman en raison de leur proximité supposée avec la Perse ennemie, et exploités par leurs propres chefs féodaux, les chiites avaient accumulé un retard considérable. Implantés dans des régions éloignées de la capitale, ils n'avaient pas bénéficié du grand mouvement d'émancipation par les écoles communautaires au XIXe siècle. Il fallut attendre le XXe siècle pour que leur émancipation s'opérât par les écoles de la République libanaise et l'Université libanaise. À la différence des chrétiens, qui avaient émigré dès le milieu du XIXe siècle et enrichi leurs familles restées au Liban — contribuant ainsi à la constitution d'une classe moyenne —, les chiites n'émigrèrent que bien plus tard, à l'époque du mandat français.

L'activisme des fedayin dans les années 1960-1970 au Liban-Sud, et les représailles israéliennes qui s'ensuivirent, poussèrent des dizaines de milliers de chiites à quitter leurs villages pour s'entasser dans la banlieue sud de Beyrouth, formant une « ceinture de misère » autour de la capitale. Ce sous-prolétariat devint un terreau fertile pour les idées marxistes. Une élite intellectuelle chiite, formée à l'Université libanaise, s'engagea dans un militantisme laïc et de gauche. Mais l'arrivée, dans les années 1960, de trois figures religieuses majeures — Moussa el-Sadr, le cheikh Mohammad Mehdi Chamseddine et le cheikh Mohammad Hussein Fadlallah — marqua un tournant décisif, ramenant progressivement la communauté vers un ancrage religieux.

Formés dans les grandes écoles théologiques de Qom et de Najaf, ces imams multiplièrent les conférences et attisèrent le sentiment de frustration déjà présent au sein de la communauté. Appliquant, sans le formuler ainsi, la théorie gramscienne de l'hégémonie culturelle — selon laquelle le pouvoir se conquiert d'abord par les idées —, ils menèrent la bataille idéologique pour gagner les classes populaires. Moussa el-Sadr franchit l'étape suivante en fondant, en 1974, le Mouvement des déshérités, qui deviendrait, au début de la guerre civile, le mouvement Amal, doté d'une branche armée.

Totalement alignés sur les maronites, les grec-catholiques prirent une part active au conflit. Les grec-orthodoxes, en revanche, restèrent en retrait. Nombre de leurs intellectuels se trouvaient à la tête du Parti communiste et des mouvements nationalistes syrien et arabe. La méfiance de leur communauté envers le Liban remontait à 1920 : les frontières du nouvel État avaient coupé les grec-orthodoxes de leurs coreligionnaires syriens et de leur espace économique naturel. Ce n'est qu'au milieu des années 1980 que leur patriarche, Ignace IV Hazim, confia au professeur Ibrahim Najjar que le sort des grec-orthodoxes était désormais lié à celui des maronites. Les Arméniens, quant à eux, prirent leurs distances avec le conflit — attitude qui suscita des tensions avec les milices chrétiennes, peu disposées à admettre cette neutralité dans ce qu'elles vivaient comme un combat existentiel.

Il convient enfin de mentionner le rôle d'une jeunesse de gauche de toutes confessions — issue notamment de l'Université américaine de Beyrouth et de l'Université libanaise — qui vibra au

rythme de la cause palestinienne. Idéaliste mais égarée, elle se croyait tenue d'assumer ses devoirs envers cette cause, sans mesurer le fardeau qu'elle faisait ainsi porter à son pays.

L'embrassement

C'est dans un pays miné par les divisions et les ressentiments que la guerre civile éclata, le 13 avril 1975. Bénéficiant de la sympathie des masses arabes et de ressources financières considérables — qui leur permettaient d'acheter une partie de la presse locale et internationale —, les Palestiniens parvinrent à mobiliser l'opinion mondiale contre les maronites, présentés comme les symboles d'un ordre archaïque : oppresseurs racistes, cramponnés à leurs privilèges. Ces clichés furent amplifiés par la maladresse des dirigeants chrétiens, peu familiers de l'art de la communication, ce qui leur valut une image désastreuse à l'étranger. Ce n'est qu'au début des années 1980 que le grand journaliste français Jean Daniel reconnut publiquement que les médias français s'étaient lourdement trompés sur la cause des chrétiens du Liban.

Le paradoxe de cette guerre civile

Paradoxalement, cette guerre civile contribua à rapprocher les Libanais. Face à l'adversité, ils prirent conscience que, malgré leurs différences, ils avaient bien plus en commun qu'ils ne le croyaient, et que, de toutes les formules possibles, la meilleure demeurait le vivre-ensemble.

Aujourd'hui, toutes les communautés s'accordent pour que la présence palestinienne soit civile et non militaire. Les musulmans ont abandonné la rhétorique de la moucharaka avec les accords de Taëf, qui ont rééquilibré le partage du pouvoir. Chaque communauté a davantage souffert de ses propres extrémistes que de ceux des autres. Ayant perdu leur pari, les chrétiens ont compris que leurs craintes ancestrales de massacres et de persécutions étaient désormais infondées. Ils ont repensé leur rapport à un environnement longtemps perçu comme hostile et appris à faire confiance à leurs compatriotes musulmans.

Profitant de la manne pétrolière, les chrétiens ont fait fortune dans les pays arabes, notamment du Golfe, où ils ont été chaleureusement accueillis. Contraints à l'exil par la guerre, les Libanais de toutes confessions ont fait preuve d'une remarquable solidarité dans leurs pays d'accueil, prenant ainsi conscience de leur profonde proximité. Dans la diaspora, les amitiés transcendent désormais les appartenances communautaires. Et surtout, il y a eu Rafic Hariri, qui a ancré la communauté sunnite dans le projet libanais. À sa mort, son fils proclama devant sa dépouille : « Le Liban d'abord » — refermant ainsi une parenthèse historique dans l'histoire d'une communauté longtemps soupçonnée de placer son appartenance arabe au-dessus de ses racines libanaises.

Un demi-siècle plus tard, la ligne de fracture ne passe plus entre chrétiens et musulmans, mais entre le Hezbollah et ses alliés — en partie chrétiens — d'un côté, et le reste de la population de l'autre. Il est permis d'espérer que les chiites tirent les leçons de leur défaite face à Israël et de leur abandon par l'Iran, et réintègrent pleinement la nation libanaise. Ils renoueraient ainsi avec l'héritage de l'imam Moussa el-Sadr et le testament du cheikh Chamseddine, qui leur recommanda de demeurer fidèles au Liban et de ne pas succomber à la Wilayat al-Faqih. Cet espoir est d'autant plus fondé que la communauté chiite est riche d'intellectuels laïcs et d'esprits libres, qui ont payé un lourd tribut au Hezbollah.

Un pays à préserver

Alors que la Syrie — l'autre projet alternatif de 1920 — s'est révélée une maison de servitude, le Liban a démontré qu'il est une nation singulière : espace de liberté, refuge pour les persécutés du Proche-Orient, terre qui respecte les identités multiples, démocratie de consensus plutôt que démocratie du nombre où la communauté dominante écraserait les autres, foyer de rayonnement culturel sur les rivages de la Méditerranée.

Un siècle après la création du Grand Liban, une véritable identité libanaise s'est forgée. Les Libanais partagent les mêmes valeurs familiales, une inclination pour l'économie libérale et un lien intime à la religion. Ils appartiennent à ce fond oriental où d'innombrables façons de vivre et de mourir se sont cristallisées au fil des âges. Ce ne sont pas, en réalité, les différences qui posent problème, mais les récits et les représentations que chaque communauté s'est forgés sur elle-même et sur les autres. Il est indispensable de travailler sur les peurs ancestrales, les ressentiments enfouis et les narrations historiques qui les alimentent. Chaque communauté doit s'engager dans une autocritique sincère et courageuse.

Deux grandes figures de gauche eurent la grandeur morale de le reconnaître publiquement. En 1999, Georges Hawi, ancien secrétaire général du Parti communiste libanais, s'approcha de Charles Chartouni lors d'un colloque à l'Université libanaise et lui dit : « Charles, je n'arrive pas à me pardonner d'avoir combattu les chrétiens. » Hawi fut assassiné en juin 2005 par la mouvance pro-syrienne du 8-Mars. Le jour du quarantième anniversaire de sa mort, son camarade Mohsen Ibrahim reconnut publiquement deux erreurs fatales du Mouvement national libanais : avoir fait porter au Liban un fardeau qui dépassait ses forces en l'entraînant dans le conflit proche-oriental aux côtés des Palestiniens, et avoir emprunté à la légère la voie de la violence comme instrument du changement politique.

Des personnalités sunnites de premier plan — Rafic Hariri, Nawaf Salam, Nouhad Machnouk et Achraf Rifi — ont estimé que l'engagement sunnite aux côtés des Palestiniens avait été une erreur. Le président palestinien Mahmoud Abbas lui-même a reconnu qu'Arafat n'avait pas le droit de déstabiliser le Liban.

En tant que maronite, l'autocritique s'impose également à ma communauté. Nous avons été arrogants envers les autres — et cela ne se pardonne pas. Nous avons contraint d'autres communautés à intégrer le Grand Liban, quand bien même ce choix s'est révélé heureux pour tous. Nous avons refusé le partage du pouvoir et marginalisé les druzes dans le Pacte national, engendrant des ressentiments qui expliquent en grande partie la trajectoire de Kamal Joumblatt. Nous aurions pu leur accorder un Sénat, en reconnaissance de leur rôle historique. Ce geste manqué pèse encore.

On peut conclure en affirmant que le Liban est aujourd'hui menacé, et qu'il est essentiel que les Libanais prennent pleinement conscience de la singularité de leur pays — et que le monde les aide à le préserver, pour que le Liban ne vienne pas rejoindre la longue liste des paradis perdus qui hantent la mémoire de l'humanité.